

4 novembre 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le bilan du Sommet du G20 et sur la crise dans la Zone euro, à Cannes le 4 novembre 2011.

Mesdames et Messieurs, bonjour,

Après deux jours de discussion très denses et une ambiance à la fois marquée par la gravité de la situation et la nécessité de l'unité de la communauté internationale, nous avons donc travaillé à la fois sur des enjeux de court terme pour réduire la portée des crises, et de long terme pour faire retrouver à l'économie mondiale le chemin de la croissance.

Je voudrais partager avec vous, en quelques mots, les trois messages du sommet.

Le premier concerne l'Europe, qui a tout mis en œuvre pour apporter une réponse crédible à la crise. Il était essentiel que l'Europe arrive unie au G20. Nous avons aussi le soutien unanime de nos partenaires et il me semble que nous avons progressé sur trois points essentiels dans la mise en œuvre de l'accord du 27 octobre.

Le premier point, c'est l'attitude ferme de l'Europe à l'endroit de la Grèce qui a suscité la prise de conscience collective indispensable des enjeux pour l'avenir de ce grand pays. Les conditions sont en train de se créer en faveur d'un consensus en Grèce sur l'accord du 26 octobre, et nous nous réjouissons beaucoup que l'ambiance aujourd'hui en Grèce n'ait rien à voir en cette fin de semaine avec ce qu'elle était en début de semaine dernière.

Deuxième élément sur la crise européenne, je voudrais saluer l'effort de l'Italie qui a pris les mesures nécessaires pour renouer avec la confiance, atteindre l'équilibre budgétaire dès 2013 et renforcer sa croissance. L'Italie est un pays essentiel de la zone euro, une des plus grandes économies du monde et je veux saluer la décision de l'Italie de faire appel à la Commission européenne et au FMI pour certifier les résultats atteints, sur une base trimestrielle, avec des résultats qui seront publiés. Ces évaluations étant naturellement rendues publiques.

Enfin, nous avons pris l'engagement de renforcer les moyens du FMI si le besoin s'en faisait sentir. Et nous avons mis en place les conditions pour atteindre cet objectif. Le FMI doit remplir son rôle de rempart contre le risque systémique, les ministres des Finances, lors de leur prochaine réunion au mois de février, ont comme instruction de déployer plusieurs options pour arriver au renforcement de ces moyens : allocation de DTS, prêts bilatéraux au FMI, comptes spécifiques au FMI. Nous n'avons pas tranché entre ces différentes formules, mais l'orientation est bien celle-ci : renforcement des moyens du FMI.

Deuxième message du G20, nous avons donc décidé d'utiliser toutes les marges de manœuvre pour soutenir la croissance. La situation est en fait beaucoup plus complexe qu'en 2009, il n'y a pas de réponse unique. Washington et Londres, c'était « relance tous azimuts ». Toronto, c'était « mesure de réduction tout azimut ». Cannes, c'est la différenciation des situations selon les pays et il est indiqué dans le communiqué final que les pays dont la situation budgétaire est solide, je pense à la Chine, je pense à l'Allemagne, ces pays feront jouer les stabilisateurs automatiques et sont prêts à prendre de nouvelles mesures en faveur de la croissance. Nous sommes donc sortis du statu quo de Séoul qui avait donné lieu, vous vous souvenez certainement, à une opposition entre les pays sur ce thème. Par ailleurs, les pays qui disposent d'excédents extérieurs importants s'engagent à augmenter la demande intérieure et à accélérer la flexibilité de leur régime de change afin de réduire à moyen terme l'accumulation de réserve de change. Vous

régime de change ainsi que le régime d'imposition, comme l'accumulation de réserves de change. Vous voyez très clairement le grand pays qui a pris ces engagements et c'est une excellente nouvelle. Enfin et c'est une grande novation, le plan d'action pour la croissance prend pleinement en compte la dimension sociale de la mondialisation. C'est la première fois que les pays du G20 et notamment les pays émergents, indiquent leur volonté de mettre en place des socles de sécurité sociale. Et par ailleurs, il y a un engagement de l'ensemble du G20 à dire que la protection sociale, le modèle social, le niveau de protection est favorable à la croissance et n'est pas contradictoire avec la croissance. Je crois que c'est la première fois qu'un sommet international affiche si clairement l'objectif qu'un haut niveau de protection sociale est favorable à la croissance.

Dernier point, des avancées fortes, me semble-t-il, sur les priorités de la présidence française, sur la régulation financière. Nous avons décidé de publier, enfin le Conseil de Stabilité Financière publiera aujourd'hui même une liste de 29 grandes banques systémiques internationales, dont nous avons décidé qu'elles seront soumises à des obligations de transparence et de régulation renforcée. Deuxième élément, la publication par le forum global de 11 pays que nous estimons être des paradis fiscaux : Antigua-et-Barbuda, La Barbade, Botswana, Brunei, Panama, Seychelles, Trinidad et Tobago, Uruguay, Vanuatu ne se sont pas dotés d'un cadre juridique adapté à l'échange d'information fiscale. Nous ne voulons plus de paradis fiscaux. Le message est très clair. Nous n'en voulons plus. Et les pays qui demeurent des paradis fiscaux, avec la dissimulation bancaire, seront mis au ban de la communauté internationale. Les choses ont beaucoup progressé, elles doivent progresser encore. Je précise que la Suisse et le Lichtenstein ne se sont pas qualifiés en phase deux tant qu'elles ne remédieront pas à certaines déficiences identifiées. La crédibilité de tous les engagements contre les paradis fiscaux, c'est la publication systématique, à chacun de nos sommets, de la liste des pays qui ne feront pas ce qu'il faut pour sortir d'un comportement inadmissible. Nous ne sommes pas décidés à tolérer cela. Je voudrais vous demander de vous souvenir qu'à Londres, il y a 3 ans, j'avais dû menacer de quitter la salle [si on ne publiait pas] une liste des juridictions non coopératives car à l'époque on ne prononçait même pas le mot « paradis fiscal ». Vous voyez quand même le progrès qui a été engagé. Et enfin, nous avons décidé la réforme du FSB pour le transformer en véritable organisation mondiale de la finance. Personnalité juridique, autonomie budgétaire, possibilité de passer des accords avec d'autres organisations, élargissement de son comité de direction au trésor des grands centres financiers pour assurer la mise en œuvre des décisions du G20.

Sur le système monétaire international, c'est un chantier de long terme, quand la France l'a mis à l'ordre du jour, cela avait provoqué tout un tas de commentaires sceptiques. Aujourd'hui tout le monde considère que c'est le chantier des prochaines années. Nous avons donc fixé un cadre pour la gestion des flux de capitaux, le recours au contrôle des capitaux, et cela c'est très important, est désormais admis comme une mesure de stabilisation. Il y avait une erreur qui consistait à voir, à faire un parallèle, entre la liberté des échanges et la liberté de circulation des capitaux, le contrôle des capitaux peut s'avérer nécessaire et est reconnu comme une mesure de stabilisation.

C'est également la revue du panier du DTS en 2015, qui pourra accueillir de nouvelles monnaies. Le yuan est un candidat évident, compte tenu de l'engagement que j'ai noté avec satisfaction, de la Chine vers une convertibilité graduelle.

Réforme de la surveillance du FMI pour l'élargir à de nouveaux sujets : taux de change, flux de capitaux, effet de contagion et on fait évoluer fortement les missions du FMI. Enfin, nouveaux instruments du FMI, ligne de liquidité à court terme pour faire face aux chocs systémiques.

Sur l'agriculture, c'est la première fois que la question agricole est à l'agenda du G20. C'était vraiment une question dont on ne parlait pas. L'augmentation de la production est essentielle pour nourrir la population mondiale. La transparence sur les marchés agricoles. Nous avons obtenu la régulation des marchés dérivés de matières premières. Il y a un accord pour réguler ces marchés et les acteurs de ces marchés pour lutter contre les abus de marchés et surtout pour donner le pouvoir aux superviseurs de fixer des limites de position pour éviter qu'un seul acteur puisse manipuler les cours, par des achats ou des ventes disproportionnés. Quand nous avons

commencé avec Bruno LEMAIRE et François BAROIN nous ne pensions pas qu'on pourrait arriver à un tel résultat dans un sommet de cette nature. Enfin, les stocks communautaires d'urgence et l'interdiction des restrictions à l'exportation pour les achats de programmes alimentaires. Sur le développement : financements innovants et infrastructure. Les financements innovants sont dans le communiqué final, avec une allusion, explicite, à la taxe sur les transactions financières. Il y a une volonté d'un certain nombre de pays de faire sortir les financements innovants et la référence à la taxe sur les transactions financières du communiqué & ils s'y trouvent.

Où en sommes-nous sur le sujet ? Il y a maintenant un certain nombre de pays qui ont rejoint le combat de la France. Je rappelle que quand la France a engagé ce combat, la France était absolument seule. Aujourd'hui, à part la France, la Commission européenne, l'Allemagne, l'Espagne, l'Argentine, l'Union Africaine, l'Éthiopie, l'Afrique du Sud, le Secrétaire général des Nations Unies et le Brésil qui nous a dit son intérêt pour la démarche sont favorables au principe d'une taxe sur les transactions financières. Et le texte de la déclaration dit : le G20 reconnaît les initiatives de certains des pays membres pour taxer le secteur financier à des fins diverses, dont une taxe sur les transactions financières pour soutenir le développement. Vous n'imaginez pas le combat que représente une telle taxe.

Que les choses soient très claires, la France considère que pour être au rendez-vous des enjeux du développement il faut des financements innovants, compte tenu de l'état de déficit de l'ensemble des pays. Et nous avons dit dans le communiqué que dans le rapport Bill Gates il y a un certain nombre de financements innovants et que chaque pays s'engage au moins à en prendre un dans l'ensemble des financements innovants.

Deuxième élément, nous considérons moralement comme absolument indispensable que les peuples du monde sachent que les acteurs financiers qui ont conduit le monde dans les travers que nous connaissons seront amenés à contribuer financièrement à la réparation des dégâts qui ont été créés. C'est ça, l'objet de la taxe sur les transactions financières.

Alors, le projet de la Commission européenne, qui est le seul projet concret sur la table et qui démontre la possibilité technique d'une taxe sur les transactions financières, sera soumis à la discussion à la table du Conseil des ministres et des chefs d'États de gouvernements dès le début de cette année. La France se battra pour que cette taxe devienne une réalité et la France considère qu'attendre que le reste du monde se dote d'une telle taxe n'est pas un argument suffisant pour refuser la mise en œuvre de cette taxe. Clairement nous allons tout faire pour nous appuyer sur les opinions publiques de chacun des pays pour aboutir à ce résultat.

J'ajoute que j'ai été heureux de la disponibilité de Barack OBAMA sur le principe de la contribution du secteur financier à la résolution de la crise. Ça ne va pas jusqu'à une taxe sur les transactions financières, mais sa disponibilité à envisager la contribution financière des acteurs financiers pour sortir de la crise.

Je vous rappelle qu'on parlait d'une situation de blocage absolu et que, désormais, la taxe sur les transactions financières est un élément du débat et je l'espère qu'elle sera un élément concret de mise en place dès l'année 2012 d'une taxe.

Alors, il y a encore bien des choses à régler, notamment sur l'affectation du produit de la future taxe, mais c'est très intéressant parce que quand on débat de l'affectation du produit de la future taxe, c'est qu'on considère que le principe de la taxe a tellement progressé qu'il convient de débattre de l'affectation de son produit.

La France considère qu'une partie à définir importante majoritaire, totale du produit doit aller au développement.

Enfin nous avons eu un débat sur la gouvernance mondiale, avec un très bon rapport de David CAMERON.

Voilà, Mesdames et Messieurs, en m'excusant certainement d'avoir été trop long, maintenant je me livre à vos questions.

QUESTION - A ce jour, combien de pays du G20 se sont engagés à venir aider financièrement les pays de la zone euro à sortir de la crise ? Et est-il exact que vous envisagez de mutualiser les

DTS des pays de la zone euro pour venir abonder le FESF ? Et puis, deuxième question d'un autre ordre £ est-ce que vous avez avancé sur la question d'un Secrétariat permanent pour le G20 ? Et est-ce que vous pensez que le Mexique, qui va prendre la présidence, ira dans ce sens ?

LE PRESIDENT - Il y a un accord de tous les membres du G20 pour travailler, à la réunion du mois de février, à l'augmentation des ressources du FMI. Ça, c'est un accord général. Tous, pays développés, pays émergents, un accord général. Et un deuxième accord, pour réfléchir et travailler sur les modalités de collaboration entre le FMI et le fonds européen, pour élargir les capacités du fonds européen. Et dans les voies sur lesquelles les ministres des finances vont travailler, les DTS sont clairement identifiés.

Est-ce à dire que ce sera la voie retenue en février ? Je ne me hasarderai pas à vous le dire. Mais, voilà un calendrier £ février, une méthode et un accord général de tout le monde, des États-Unis aux pays émergents. Sur le G20 nous avons décidé d'institutionnaliser la troïka, c'est-à-dire présidence actuelle, présidence montante, présidence descendante. Ce qui veut dire que la France sera l'année prochaine dans la troïka de la présidence mexicaine.

Le G20 n'est pas enthousiaste à la création d'un Secrétariat général. Car le G20 doit rester une enceinte de dialogue informelle très libre, et nous souhaitons une implication très forte des présidences et non une prise en main des présidences par un Secrétariat général.

Voilà, je crois avoir résumé à peu près l'esprit des débats, et c'est le seul point du rapport, par ailleurs excellent, de David CAMERON qui n'a pas fait l'objet d'un consensus complet.

QUESTION - Dans un discours de 2008 devant le parlement hellénique, vous avez dit que vous vous sentiez comme un Grec, alors que diriez-vous sur le destin de ce peuple s'il y avait un changement de gouvernement dans la nuit ?

Deuxième question, vous avez donné un message de crédibilité de l'euro et de l'Europe. Est-ce que vous avez aussi essayé de donner un message de confiance aux investisseurs potentiels, surtout aux pays émergents comme la Chine, à qui vous avez demandé de mettre une partie de leurs réserves en euro ?

LE PRESIDENT - Pour la Grèce, j'ai dit tout ce qu'il y a avait à dire. Je suis heureux du changement complet d'atmosphère politique en Grèce. Car au fond, ce qui était choquant, ce n'est pas le principe de référendum. L'appel au peuple n'est jamais quelque chose de choquant, c'est même un sujet essentiel pour l'Europe. Ce qui était choquant, c'est qu'aucun des partenaires de la Grèce n'avait été prévenu, et deuxièmement que cela ne peut pas être sur un référendum sur un plan. Parce que si vous faites un référendum sur le plan du 27 octobre, il faut s'apprêter à faire un référendum sur tous les plans suivants, et pourquoi vous ne l'avez pas fait sur les plans d'avant. La seule question qui est importante, si vous voulez faire un referendum, c'est l'appartenance de la Grèce à l'euro, et je crois que ce message est très bien passé. C'est un message d'amitié à l'endroit du peuple grec et c'est un message que nous avons tenu à adresser à l'opposition comme à la majorité en Grèce. Après, c'est au peuple grec de choisir ses dirigeants et la politique qu'ils souhaitent voir menée. Ce n'est pas à nous, mais nous, nous avons fixé une ligne rouge et je ne le regrette pas. Le message de confiance pour les investisseurs £ mais enfin quand vous investissez dans une monnaie, vous souhaitez que cette monnaie monte, pas qu'elle baisse. Je ne veux être désagréable avec personne mais si vous comparez l'euro aux autres monnaies du monde, il monte ou il baisse ? Il monte. Donc, ceux qui ont mis leur argent dans l'euro ont fait plutôt une bonne affaire, cela prouve qu'ils ont eu raison de faire confiance. En tout cas, il y a une résolution qui est très simple, et la Chancelière MERKEL l'a rappelée, nous nous battons pour défendre l'Europe et l'euro. Ce n'est ni la spéculation, ni qui que ce soit, qui aura le dernier mot dans cette affaire. L'Europe, c'est la plus belle construction que les hommes n'aient jamais imaginé au service de la paix, et nous n'avons nullement l'intention d'accepter qu'elle se défasse sous des pressions extérieures. Si elle se défait, c'est parce que les peuples en auraient décidé ainsi et certainement pas parce qu'on leur aurait imposé. Le message est très clair, et l'Allemagne comme la France sommes parfaitement solidaires avec cet objectif.

QUESTION -- Monsieur le Président à l'issue de ce G20, est-ce que vous confirmez la tenue d'un Conseil des ministres dès lundi pour la mise en place d'un plan d'économies. d'un plan

Conseil des ministres des lundi pour la mise en place d'un plan d'économies, d'un plan d'austérité en France ? Est-ce que l'une des conclusions non écrites de ce G20, c'est que la France a aussi besoin de faire des économies rapides pour contenir ces déficits, et si c'est le cas dans les pistes envisagées, s'agit-il de réduire les défenses ? Lesquelles ? Ou d'augmenter les revenus de l'État, c'est-à-dire d'augmenter les impôts, la TVA ou de créer de nouvelles taxes ?

LE PRESIDENT -- Prenez ma place, Monsieur, c'est mieux. Je réponds avec plaisir à toutes les questions que l'on me pose, mais là, c'est un tel plaidoyer que je ne peux pas y répondre. Vous savez pourquoi il y a un Conseil des ministres lundi ? Parce qu'il n'y en a pas eu mercredi dernier. C'est une originalité extrême, pardon de vous le dire comme ça mais il n'y en a pas eu mercredi dernier parce que mercredi dernier nous étions dans tous les contacts préparatoires au G20. J'ai pris une décision en plein accord avec le Premier ministre, je vous rassure vraiment très originale de reporter le dernier Conseil des ministres à lundi. Voilà, c'est absolument tout.

S'agissant de ce que vous qualifiez comme plan de rigueur, d'austérité, c'est peut-être ce que vous souhaitez, mais nous veillerons à ce que le budget de la France soit parfaitement cohérent avec l'annonce qui a été faite par le Premier ministre d'une révision de la croissance de la France. C'est tout, c'est simple. Quand vous prévoyez une croissance de 1,75, vous avez une espérance de recettes, si vous prévoyez une croissance de 1, vous avez une autre espérance de recettes, et donc, si vous voulez être sérieux, et nous voulons être sérieux, vous trouvez les économies, les moindres dépenses ou les recettes pour compenser la baisse des recettes induites par la baisse de la croissance. C'est cela que nous allons avoir à décider. De toutes manières, ce qui compte, c'est le cheminement de la France telle qu'elle s'est engagée, et ce cheminement sera respectée scrupuleusement : 3% de déficit en 2013, 0% de déficit en 2016. C'est l'objectif, c'est la base et, jusqu'à présent, nous avons parfaitement respecté cette ligne, ces engagements et nous continuerons. Nous prendrons toutes les mesures pour qu'il en soit ainsi.

On me posait déjà la question, il y avait le Sommet à Bruxelles, maintenant on est dans les conclusions du G20, on me demande des questions, chaque étape, « step by step » comme l'on dit à Cannes.

QUESTION -- Il est évident pour vous et Madame MERKEL, les gouvernements les plus puissants en Europe ont essayé de changer des gouvernements, en Italie et en Grèce. Comment est-ce que cela peut être juste et une fois commencé, où est-ce que cela va aboutir ?

LE PRESIDENT -- Moi, ce que j'aime le plus dans votre question, c'est « il est évident ». Si c'est évident pourquoi vous me posez la question ? Il est donc évident que vous que vous n'attendez pas la réponse, puisque vous affirmez votre conviction, ce qui est tout à fait votre droit. Mais moi, je dis que vous vous trompez lourdement. Nous n'avons pas voulu changer les gouvernements, ni en Grèce, ni en Italie. Ce n'est pas notre rôle et ce n'est pas ma conception de la démocratie, mais il est évident qu'en Europe, et peut-être que votre appartenance à l'île, au sens insulaire, vous fait ne pas comprendre tout à fait les subtilités de la construction européenne, - c'est avec le cur que je vous dis ça -- il y a des règles, j'allais dire ce n'est pas une auberge espagnole, je ne sais pas pourquoi on emploie cette expression à l'endroit de ce beau pays qu'est l'Espagne --, il y a des règles et si l'on s'exonère de ces règles, on sort soi-même de l'Europe. C'est aussi simple. Maintenant, que nos amis grecs, quel que soit le gouvernement dont ils se doteront, nous travaillerons avec lui. Il se trouve que depuis que je suis Président, j'ai travaillé avec M.

CARAMANLIS et avec M. PAPANDREOU dans d'excellentes conditions. De même que pour la Grande-Bretagne, j'ai travaillé avec M. BROWN et avec M. CAMERON, dans d'excellentes conditions. Nous n'avons pas à choisir les gouvernements. Et l'Italie a un Président du Conseil qui s'appelle Silvio BERLUSCONI qui a présenté un plan, c'est une réalité qui s'impose à nous démocratiquement et Silvio BERLUSCONI, conscient du doute, dans les marchés, sur la réalité de l'application du plan, a demandé à la Commission et au FMI d'avoir ce que l'on appelle un « monitoring ». Pourquoi voulez-vous que l'on veuille créer les conditions d'une alternance dans un pays ou un autre ? Ce serait une folie.

Tout le problème, c'est la réconciliation de l'Europe avec les peuples, mais cette réconciliation ne peut pas se faire par la violation systématique de toutes les règles. Pour que la solidarité s'exerce, nous, il faut bien que l'on s'adresse à nos compatriotes en disant : « voilà on va prêter de l'argent

à tel pays ». Mais ce pays ne peut pas s'exonérer des règles que l'on impose à nos propres nationaux. Non, je crois vraiment, je vous assure que c'est un faux débat. Le vrai débat, c'est rapprocher l'Europe des peuples, c'est la question essentielle, mais faire respecter des règles, ce n'est pas éloigner l'Europe des peuples. C'est plutôt quand elles sont exonérées de ces règles que l'on a éloigné l'Europe des peuples.

QUESTION -- Pourriez-vous nous indiquer le nom des banques françaises qui figurent sur la liste des banques à risque systémique, - je crois que vous avez dit qu'il y en avait 29 au total au G20.

LE PRESIDENT -- Ecoutez, à ma connaissance, il y en a 2 : c'est BNP Paribas, Société générale, il y en a 2 autres parce qu'il y en a 4, Crédit agricole et la 4ème c'est un colle, bien joué, merci, Banque populaire. Merci, je remercie le premier rang pour cette contribution à ma compétence spontanée sur le sujet.

QUESTION -- Question subsidiaire : avez-vous été choqué d'entendre BNP Paribas annoncer, au nom du respect des nouvelles réglementations, des centaines de suppressions d'emploi ?

LE PRESIDENT -- Franchement, ce qui m'a le plus choqué dans le comportement des acteurs financiers, si je fais dans l'ordre : les rémunérations, les bonus, les distributions de dividendes systématiques aux actionnaires plutôt que le renforcement des fonds propres. J'en trouve, je le dis, que cette pratique était irresponsable, choquante et nous nous sommes dotés d'un arsenal législatif pour que cela cesse.

Ensuite, je ne voudrais pas que les mesures prudentielles -- je parle de l'augmentation des fonds propres -- se traduise par une raréfaction des crédits à l'économie, aux entreprises comme aux particuliers.

Enfin, s'agissant des restructurations, je ne voudrais pas me laisser aller à la facilité de porter un jugement sans regarder dans le détail ce qui se passe. S'il s'agit d'un des pays où ils ferment des filiales, de faire un plan de suppression, on ne peut pas garder des collaborateurs si l'on supprime une filiale. Il faut que je regarde ça. Il y a tellement de démagogie aujourd'hui, permettez-moi de ne pas tomber moi aussi dans cette facilité. Je ne ferai pas cette remarque pour leurs bonus, pour leurs dividendes et pour leurs rémunérations. Je ne parle pas de cette banque en particulier, de l'ensemble des banques en général.

QUESTION -- Je n'ai pas bien compris ce qui allait se passer si l'on avait une attaque contre l'Italie avant le mois de février. C'est-à-dire, est-ce que la force de frappe du FESF sera renforcée par un moyen ou un autre, si une crise survient, vu le délai, c'est trois mois, c'est en fait une éternité vu ce que nous vivons ces temps-ci ?

LE PRESIDENT -- Il y a des institutions en Europe dont je citerai le nom, sans savoir ce qu'elles feront, qui sont la BCE et le Fonds et qui sont prêtes à intervenir en cas de besoin. La question qui m'a été posée, c'est celle de savoir : « est-ce que vous allez encore le renforcer ? ». La réponse : oui, nous y travaillons. Mais le plan du 27 octobre est plus que jamais un plan d'actualité. Et l'Italie n'est pas seule. C'est la base de la solidarité européenne.

QUESTION -- Il y a trois ans, au discours de Toulon, vous avez appelé à une réforme du capitalisme financier. Trois ans après, six G20 plus tard, quel bilan tirez-vous de cette grande ambition ?

LE PRESIDENT -- Franchement, on n'est plus dans le même monde. On n'est plus dans le même monde. Il y a onze paradis fiscaux. Il y en avait plusieurs dizaines lorsqu'on a commencé à Londres, le mot n'était pas prononcé. Les superviseurs nationaux et régionaux ont vu leurs pouvoirs se développer considérablement. Les fonds propres des banques ont été renforcés dans des conditions que l'on n'avait jamais vues. Une différence a été portée entre la banque normale et la banque systémique, qui se voyait imposer des règles plus fortes. Je n'ai pas le souvenir, voyez-vous, qu'en trois ans les choses aient progressé aussi rapidement, même s'il y a encore beaucoup de travail à faire. Beaucoup. Mais cela a progressé de façon assez stupéfiante. Un seul exemple : que l'on puisse parler tranquillement au G20 et mettre les mots, dans un communiqué : taxe sur les transactions financières. Mais l'année dernière, on ne m'aurait pas cru si j'avais dit que c'était possible. Les ONG, avec qui j'en ai parlé, savaient parfaitement que la taxe Robin des Bois, la taxe Tobin, c'était quelque chose dont on parlait entre ONG mais dont on ne parlait

jamais à la table des chefs d'Etat et de gouvernement. Absolument jamais.

La modération des rémunérations, la conditionnalité des bonus, l'existence de bonus et de malus, le versement des bonus sur trois années et non pas une année £ mais c'est un monde totalement différent par rapport à celui même que vous avez connu. Est-ce à dire que le monde est parfait ? Mais certainement pas. Est-ce à dire qu'il n'y a plus de travail ? Mais certainement pas. Mais enfin, reconnaissons tous ensemble, et vous qui suivez les choses, que cela a progressé d'une façon stupéfiante. C'est devenu le sujet normal de conversation entre ministres des Finances, c'était des sujets qui n'étaient jamais évoqués, mais même en Europe. Même en Europe, Andorre, Monaco, d'autres pays £ c'était un sujet tabou. Aujourd'hui, ils ont signé des conventions fiscales qui les font sortir de la liste noire. Est-ce que vous auriez imaginé que c'était possible en trois ans ?

QUESTION -- Justement sur ce sujet, Monsieur le Président, les ONG sont un peu déçues et estiment que le temps passé à résoudre les problèmes de la zone euro a un peu empêché le G20 d'avancer sur vos priorités. Est-ce que vous partagez ce point de vue ?

Deuxième question sur un sujet qui n'a rien à voir, l'hypothèse d'une frappe préventive sur l'Iran est nouvelle à l'ordre du jour. Est-ce que vous en avez parlé avec le Président OBAMA et est-ce que c'est une perspective qui vous inquiète ?

LE PRESIDENT -- Que les ONG soient déçues, je le comprends, ils sont déçus parce qu'on a tellement parlé dans les médias de la crise qu'on a moins parlé de la pauvreté dans le monde, de la faim dans le monde, de la nécessité du développement. Cela c'est vrai, c'est incontestable. Et je partage avec eux cette déception. Pour autant, sur le fond des choses, cela a progressé, et ils me l'ont dit d'ailleurs, beaucoup plus qu'ils ne l'imaginaient. Est-ce que vous croyez qu'il y avait un syndicat dans le monde qui imaginait que le B20 et le L20, patronat et syndicat se rencontreraient ? Qu'on parlerait dans le communiqué, avec autour de la table des pays comme la Chine, comme l'Inde, d'un socle social minimum ? Personne n'imaginait que cela ait avancé à ce point-là. D'ailleurs, vous-même, dans votre question, vous dites : « un peu déçues ». C'est déjà formidable, parce que le rôle d'une ONG c'est d'être intransigeant, c'est de demander que cela avance, c'est de trouver qu'il n'y en a jamais assez. C'est tout à fait normal, c'est l'enthousiasme pour les bonnes causes qu'ils défendent.

Enfin, tout le monde voit bien quand même que les objectifs de la présidence française, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu de progrès spectaculaire par rapport à ce qui avait été indiqué. Quand nous avons annoncé, je parle sous le contrôle du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, les objectifs de la présidence française, « ils n'y arriveront pas », « c'est beaucoup trop ambitieux », « cela ne produira pas de résultat ». Moi, j'aurais préféré dire aux ONG : « voilà, c'est décidé, la taxe sur les transactions financières, le monde entier est convaincu ». Mais qui croyait à cela, mais qui croyait à cela, qui pensait que c'était possible ? Personne, il n'y a pas une ONG. Vous savez, les ONG ce sont des gens sérieux, passionnés, intransigeants, mais sérieux. Ils savaient parfaitement que ce n'était pas possible, mais le fait que ce soit encore sur la table et dans le communiqué, c'est un progrès considérable. Le fait que je puisse vous donner le nom d'une dizaine de pays qui regardent la taxe avec sympathie. On était seuls au début de l'année, et l'engagement de l'Allemagne, quand même déterminé et de la Commission. C'est des progrès. Alors, vous pouvez me trouver optimiste, mais vous savez dans mon métier, il vaut mieux que je le sois, car il y a peu de chance que vous le soyez pour moi. D'ailleurs, ce n'est pas votre rôle, je le reconnais bien volontiers.

Frappe préventive, je ne sais même pas ce que cela veut dire. Le comportement de l'Iran et cette volonté obsessionnelle d'acquisition du nucléaire militaire est en violation de toutes les règles internationales. Et la France condamne, mais condamne fermement le non-respect par l'Iran des règles internationales. Frappe préventive, vous y allez vite ! Cela ne se passe pas comme cela ! Il y a le dialogue, quand le dialogue n'aboutit pas, il y a les sanctions, quand les sanctions ne suffisent pas, on fait encore des sanctions. La communauté internationale ne peut pas régler tout par les armes. Vous me direz : « que cette année, que cela soit en Côte d'Ivoire ou en Libye, nous l'avons fait ». Mais on l'a fait sous mandat des Nations Unies, pas de façon préventive pour Benghazi fort heureusement on n'a pas attendu le désastre. Mais enfin ce sont des idées très

Benghazi, très récemment, on n'a pas attendu le désastre. Mais enfin, ce sont des faits très graves et ce n'est pas des choses dont on parle comme cela entre chefs d'État : « ah, si on faisait une frappe préventive ! ». Non, la seule chose que nous avons dite, c'est que si Israël était menacée dans son existence, la France ne resterait pas les bras croisés, parce que nous considérons que l'existence d'Israël, après ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est un fait politique majeur du XXe siècle, et nous ne sommes pas prêts à transiger. Mais enfin, la frappe préventive comme vous l'avez dit et l'efficacité des sanctions, il y a quand même un chemin.

QUESTION -- (inaudible).

LE PRESIDENT -- Je ne vous demande pas d'être optimiste, ce serait d'ailleurs ridicule et ce n'est pas votre rôle, bien sûr. Je vous demande simplement de regarder la difficulté des problèmes, la profondeur des crises et les initiatives que nous prenons pour vous démontrer que, contrairement à ce que l'on dit un peu rapidement, les gouvernements peuvent agir et ne sont pas condamnés à subir.

Et finalement, ce sera ma conclusion, s'il y a quelque chose qui est à retenir de ce G20 de crise, encore un de plus, c'est qu'il est possible d'agir, qu'il ne faut jamais renoncer, que les peuples nous regardent, que les peuples ont souffert de la crise et que nous devons leur apporter des réponses et que les réponses ne sont pas dans la facilité, dans la démagogie et dans le renoncement. Et moi, je fais un lien entre la taxe sur les transactions financières, la réduction de nos déficits, le référendum en Grèce. C'est que nous ne voulons pas de renoncement, nous ne voulons pas de démagogie, nous voulons de l'action avec des résultats pour sortir le monde de la crise dans laquelle il se trouve. Voilà. Alors après, dans le secret de votre conscience, vous vous direz est-ce que c'est suffisant ou pas ?

Merci à tous, et je voudrais remercier le maire de Cannes qui nous a reçus vraiment magnifiquement et, en plus, avec ce temps si azuréen on a eu l'impression d'être de l'autre côté de la Manche, et cela a donné des images magnifiques, sans être trop ! Vraiment, je trouve qu'en termes de communication, pour la ville de Cannes, c'était vraiment formidable. Et puis, je voudrais vous remercier également, parce que je sais que vous n'avez pas beaucoup dormi compte tenu des heures de réunion et de la complexité des sujets. Et c'était finalement assez agréable de répondre à vos questions. Bon courage.